

Commentaire en réponse à <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/pourquoi-la-grece-n-a-pas-interet-a-negocier-le-grexit-490728.html>

**Lionel Gilles a écrit le 09/07/2015 à 10:26 :**

Depuis deux ou trois jours, si vous tendez bien l'oreille, vous remarquerez dans les diverses déclarations provenant de différents pays (Obama, Juncker, Cohn-Bendit, etc.) l'apparition du terme "géopolitique".

Tiens donc ?

Mais ne négocie-t-on QUE pour que la Grèce reste dans la zone Euro ?

N'y a-t-il pas d'autres enjeux, soigneusement cachés jusque là, qui tout à coup, lorsque la réalité de la sortie devient imminente, font leur entrée par une petite porte ?

Des menaces voilées ?

On notera que la sortie du FMI sur la non viabilité de la dette grecque est intervenue trois jours avant le référendum, de quoi donner de l'eau au moulin de Varoufakis et Tsipras, qui ne disent pas autre chose depuis plus de 5 mois.

Lagarde s'est-elle fait taper sur les doigts ? Et par qui ? On notera sa déclaration alambiquée d'avant-hier, pressée d'avouer que, oui une restructuration était nécessaire et que donc logiquement l'Allemagne devait faire un virage à 180 degrés, dans les 5 prochains jours.

Mais que se passe-t-il ? Y aurait-il toute une partie des négociations qui se passeraient en coulisses ?

Il y a deux semaines, le chancelier autrichien, "un autre ami des Grecs" est venu faire un petit tour à Athènes, pour "soutenir" le gouvernement.

je rappele qu'ELBO, le principal constructeur de blindés grecs (dont certains de A à Z, ce qui a étonné beaucoup d'experts), basé à Thessalonique, avec près de 500 employés, est essentiellement lié à l'industrie de l'armement autrichienne (fabrication sous licence avec améliorations).

Le 25 juin, l'ambassadeur américain en Grèce visitait les usines de la Hellenic Aerospace Industry (près de 500 employés, basée à 60km d'Athènes, conception et fabrication d'éléments électroniques et de fuselage, réparations d'avions de l'OTAN), après la signature d'un très joli contrat il y a quelques mois.

On se rappellera que la Grèce a longtemps été intimement liée aux intérêts atlantistes, plus spécifiquement sous contrôle de la CIA, par l'intermédiaire du réseau Gladio (lequel est aussi probablement lié à la loge P2 et aux attentats des années de plomb en Italie).

Athènes (particulièrement son ambassade américaine, imposant blockhaus trônant au centre) a longtemps été un pièce-maîtresse du système défensif de l'OTAN, mais aussi des diverses actions des États-unis au Proche et Moyen-Orient (en Iran par exemple).

Pourrait-on en conclure que, selon Washington et ses vassaux européens, la sortie de la Grèce de l'OTAN (et donc de l'UE, sa face civile) est impossible ?

Les Américains craindraient-ils qu'une réaction en chaîne emporte la Grèce vers d'autres horizons ?

Et si l'intransigeance de Berlin et des quelques autres capitales (Bratislava, Helsinki) obligeait une sortie (forcément désordonnée) de la Grèce de la zone Euro ?

Verrait-on une réactivation de ces réseaux sur le sol grec ?